

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Sommet de Paris : "un consensus complet pour des réformes en profondeur"

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

**O**UVERT jeudi à Paris, le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial contre le dérèglement climatique, initié par le président français, Emmanuel Macron, et auquel ont participé une quarantaine de chefs d'Etat, dont Ali Bongo Ondimba, s'est achevé hier. Occasion pour l'hôte du Sommet d'évoquer un "consensus complet pour des réformes en profondeur" du système financier mondial.

"Il faut commencer le travail dès maintenant pour le rendre aussi plus adapté au monde d'aujourd'hui", a prôné Emmanuel Macron en annonçant la tenue d'une réunion de suivi à Paris dans deux ans sur ce "nouveau consensus".

Après deux jours de réunions, le numéro un français a fait la liste des avancées. Parmi elles, la restructuration de la dette de la Zambie, et l'objectif désormais atteint en termes de réallocation aux pays pauvres de



Une phase de la cérémonie de clôture du Sommet de Paris.

100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS), sorte de monnaie de réserve du Fonds monétaire international, pouvant servir pour le développement et la transition climatique. Tout comme l'accélération du traitement de la dette, et la mise en place à moyen terme d'une nouvelle facilité de financement international afin de protéger la biodiversité des pays comme le Gabon, le Congo, le Brésil, etc.

Il a aussi réaffirmé que la promesse faite en 2009 par les pays riches de débloquer 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour aider les pays pauvres face au réchauffement devrait enfin être tenue cette année, en retard.

Par ailleurs, les conclusions du Sommet prévoient une augmentation globale de 200 milliards de dollars de la capacité de prêt des banques

multilatérales de développement au cours des 10 prochaines années destinés au financement des projets infrastructurels de base au profit des pays les plus vulnérables, notamment sur le continent africain.

Rappelons que la veille, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a réitéré son plaidoyer en faveur d'un soutien financier en faveur des pays qui font plus d'efforts dans la conservation de la

biodiversité...

A l'issue de son plaidoyer sur la protection de la biodiversité, le paiement des services écosystémiques rendus par les forêts du Bassin du Congo dont la forêt gabonaise, ces décisions sorties du Sommet contribueront à long terme à soutenir l'action environnementale menée par notre pays et à lutter contre la pauvreté.

## Entre nous soit dit

### Facétieux et persifleurs, les Gabonais se sont payés RFI

Teddy OSSEY\*

SOUVENT nous avons cette interrogation face à certaines situations qui, en fait, ne sont que de flagrants partis pris. Et personne ne trouverait exagéré si nous qualifions tout ceci comme étant d'intolérables immixtions dans le déroulé de la vie politique du Gabon. Chers compatriotes, vous conviendrez avec nous que la très grande intrusion de certains médias français dans la vie politique de notre pays a de quoi laisser dubitatif. Au moment même où la France officielle fait de notre chef d'Etat, l'hôte d'honneur du Sommet de Paris, dont le thème est le nouveau pacte mondial financier consacré à l'épineux problème du réchauffement climatique, ce sujet délicat sur lequel la clairvoyance et le leadership d'Ali Bongo Ondimba font autorité, voilà que curieusement et de manière abrupte, deux médias qui sont la propriété de France Médias Monde, en

l'occurrence Radio France Internationale et France 24, vont étrangement programmer des sujets sur le Gabon. À travers l'émission Appels sur l'actualité, nous allons découvrir, à la stupéfaction générale, que les Gabonaises et les Gabonais piaffent d'impatience et qu'ils seraient las et grandement excédés de ne point connaître à ce jour la date des élections. Et pour tout vous dire, grand aura été notre contentement, car son antenne fut envahie par des compatriotes qui l'ont proprement renvoyé dans les cordes. Avec malice et subtilité, ils ont su déjouer le piège du tamis en se jouant du filtre qui voulait les contraindre à des prises de position culpabilisant et condamnant les autorités ainsi que les entités en charge des élections.

Outré et exaspéré, l'animateur de service va écourter son programme, sans manquer de tancer outrageusement, et ce en dehors de toute éthique professionnelle, ces

Gabonais qui se sont payés à très peu de frais sa tronche. Avec ravissement et jubilation, nous n'avons pas boudé notre plaisir, face à cette déconvenue et à ce vent imposé à cet outreucidant et suffisant intrigant. Comme si cela ne suffisait pas, et pour venir à la rescousse de leur consœur ridiculisée, la rédaction de France 24 va nous pondre un sujet hors sol nourrit de contrevérités, d'approximations et d'affabulations. Ces génies en mal et manque d'inspiration vont nous servir le scoop du millénaire. Tenez-vous bien bonnes gens, des élections au Gabon, il n'y en aurait point et pour cause une transition serait en cours. Pensez-vous qu'ils vont étayer leurs arguties fictionnelles. Que nenni ! Les insinuations et les intrigues souterraines ne prendront pas. Le peuple gabonais est droit dans ses bottes. Bassé !

\*Chroniqueur